**Dossier : Eric Hobsbawm, historien de notre siècle.**

**Publié le 18 Novembre 2012**

**LE SIECLE DE HOBSBAWM d'ENZO TRAVERSO**



(*L’article qui suit a été publié originellement dans*La Revue Internationale des Livres et des Idées *(n° 10, mars-avril 2009). Il est ici reproduit en guise d’hommage, alors que  nous venons d’apprendre le décès d’ Eric Hobsbawm*.)

**La parution du nouveau livre d’Eric Hobsbawm (***L’Empire, la démocratie et le terrorisme. Réflexions sur le XXIe siècle***) est l’occasion pour Enzo Traverso de faire retour sur l’un de ses ouvrages précédents,** *L’Âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle***, récemment réédité. Ce livre fondamental de l’historien britannique, dont la publication en français suscita une vive polémique, mérite en effet d’être relu à la lumière de son œuvre ultérieure, enrichie notamment par une importante autobiographie (***Franc-Tireur***), et d’être confronté à d’autres histoires du XXe siècle publiées ces dernières années, dans un contexte politique et idéologique considérablement transformé.**

Eric John Hobsbawm est sans doute, aujourd’hui, l’historien le plus lu dans le monde. Cette notoriété tient surtout au succès planétaire de *L’Âge des extrêmes*, son histoire du « court » XXe siècle. Certes, il occupait déjà une place de premier plan dans l’historiographie internationale, mais la parution de cet ouvrage lui a permis de conquérir un public beaucoup plus vaste. Aucune nouvelle interprétation du monde contemporain ne pourra échapper à une confrontation avec la sienne, désormais canonique. Ce constat révèle un paradoxe, car le XXe siècle s’est achevé dans un climat de restauration intellectuelle et politique, congédié par un vacarme médiatique qui annonçait le triomphe définitif de la société de marché et du libéralisme. Hobsbawm, en revanche, ne cachait pas ses sympathies pour le communisme, le grand perdant de la guerre froide, ni son attachement à une conception de l’histoire d’inspiration marxiste. Le succès de son livre faisait désordre, en fissurant le consensus libéral autour d’une vision du capitalisme selon laquelle celui-ci est un ordre naturel dépourvu d’alternatives. La chose est particulièrement vraie s’agissant de la France, pays dans lequel ce livre ne fut disponible en librairie, grâce à un éditeur belge, que cinq ans après son édition anglaise originale et après qu’il avait déjà été traduit en plus d’une vingtaine de langues. En 1997, Pierre Nora expliquait dans *Le Débat* qu’un tel ouvrage, anachronique et inspiré par une idéologie d’une autre époque, n’aurait jamais pu être rentable pour un éditeur, raison pour laquelle il avait décidé de le refuser dans sa collection chez Gallimard. Rarement un éditeur et intellectuel aura formulé un pronostic moins éclairé, mais comment aurait-il pu en être autrement en partant du postulat selon lequel la sensibilité des lecteurs correspondait parfaitement à l’accueil enthousiaste réservé par les médias au *Passé d’une illusion* de François Furet (1995) et au *Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois (1997) ?

**Une tétralogie**

*L’Âge des extrêmes* est le dernier volume d’une tétralogie. Il fait suite à trois ouvrages consacrés à l’histoire du XIXe siècle parus entre 1962 et 1987. Le premier analyse les bouleversements sociaux et politiques qui ont accompagné la transition de l’Ancien Régime à l’Europe bourgeoise (*L’Ère des révolutions 1789-1848*). Le deuxième reconstitue l’essor du capitalisme industriel et la consolidation de la bourgeoisie comme classe dominante (*L’Ère du capital 1848-1875*). Le troisième étudie l’avènement de l’impérialisme et se termine avec l’apparition des conflits entre les grandes puissances qui fissurent le « concert européen », en créant les prémisses de son éclatement (*L’Ère des empires 1875-1914*). La rédaction de ces ouvrages n’avait pas été planifiée ; ils sont nés au fil du temps, encouragés par des éditeurs et stimulés par l’évolution des recherches de Hobsbawm.

La trajectoire historiographique de Hobsbawm est celle d’un spécialiste du XIXe siècle. En 1952, il fonde avec Edward P. Thompson et Christopher Hill la revue *Past and Present*, tentative de synthèse entre le marxisme et l’école des *Annales*. Il se consacre à l’étude de l’histoire sociale des classes laborieuses et des révoltes paysannes à l’époque de la Révolution industrielle. Le marxisme et la formation du mouvement ouvrier sont au centre de ses intérêts. Ses grandes synthèses historiques accompagnent l’élaboration de ses travaux de pionnier. De facture plus classique et écrites dans un style accessible à un large public, elles ne construisent pas de nouveaux objets d’investigation ni ne bouleversent les approches historiographiques traditionnelles. Elles brossent une vaste fresque du XIXe siècle qui, dans la longue durée, en met en lumière les forces sociales. Ainsi, il persiste un écart entre, d’une part, l’historien des briseurs de machines et de la résistance paysanne aux enclosures dans les campagnes anglaises et, d’autre part, celui des grandes synthèses sur les « révolutions bourgeoises » et l’avènement du capitalisme industriel. Cet écart ne sera pas surmonté par le dernier volume de sa tétralogie, prisonnier d’une tendance qu’il a toujours reprochée à l’historiographie traditionnelle du mouvement ouvrier : regarder l’histoire « par en haut », sans se soucier de ce que pensaient les gens ordinaires, les acteurs « d’en bas ».

Hobsbawm a conçu le projet d’une histoire du XXe siècle au lendemain de la chute du mur de Berlin. Il fut l’un des premiers à interpréter cet événement comme le signe d’une mutation qui non seulement mettait fin à la guerre froide mais, à une échelle plus vaste, clôturait un siècle. Naissait alors l’idée d’un « court » XXe siècle encadré par deux tournants majeurs de l’histoire européenne – la Grande Guerre et l’effondrement du socialisme réel – et opposé à un « long » XIXe siècle allant de la Révolution française aux tranchées de 1914. Si la guerre a été la véritable matrice du XXe siècle, la révolution bolchevique et le communisme lui ont donné son profil. Hobsbawm le place tout entier sous le signe d’Octobre, et c’est l’achèvement de la trajectoire de l’URSS, au bout d’un long déclin, qui en signe la conclusion.

Né à Alexandrie en 1917 d’un père anglais et d’une mère autrichienne, Hobsbawm se définit comme le rejeton de deux piliers de l’Europe du XIXe siècle : l’Empire britannique et l’Autriche habsbourgeoise. C’est à Berlin, en 1932, à l’âge de quinze ans, qu’il devient communiste. Ce choix ne sera pas remis en cause au cours des décennies suivantes pendant lesquelles il étudie puis enseigne dans les meilleures universités britanniques. Le XXe siècle a été sa vie, et il admet, en toute honnêteté, sa difficulté à dissocier l’histoire de l’autobiographie. À contre-pied d’une illusoire neutralité axiologique, il affirme clairement, dès les premières pages de son livre, son statut de « spectateur engagé » : « *qui a vécu ce siècle extraordinaire ne saurait s’abstenir de juger. C’est comprendre qui devient difficile* » (p. 24).

L’impact de *L’Âge des extrêmes* a été d’autant plus fort que, en achevant sa tétralogie, Hobsbawm entérinait un tournant intervenu dans notre perception du passé. Il procédait à la *mise en histoire* d’une époque qui, considérée jusqu’alors comme un présent vécu, était maintenant appréhendée comme révolue et clôturée, bref, comme *histoire*. La guerre froide quittait les chroniques de l’actualité pour devenir l’objet d’un récit historique qui l’inscrivait dans une séquence plus large, en remontant jusqu’à 1914. L’idée d’un « court » XXe siècle entra dans la sphère publique, puis dans le sens commun.

La vision d’un « long » XIXe siècle n’était pas nouvelle. Dans *La Grande Transformation* (1944), Karl Polanyi avait déjà esquissé le profil d’une « *paix de cent ans* » s’étalant entre le congrès de Vienne, à la fin des guerres napoléoniennes, et l’attentat de Sarajevo de 19145. Bâti sur un équilibre international entre les grandes puissances dont Metternich avait été l’architecte, le XIXe siècle avait vu l’éclosion des institutions libérales, l’essor d’une gigantesque croissance économique fondée sur la construction des marchés nationaux et consolidée par l’adoption de l’étalon or (*gold standard*). Arno J. Mayer, quant à lui, avait caractérisé le XIXe siècle comme l’âge de la « *persistance de l’Ancien Régim*e ». Sur le plan économique, la bourgeoisie était déjà la classe dominante, mais sa mentalité et son style de vie révélaient sa soumission aux modèles aristocratiques qui – à l’exception de quelques rares régimes républicains, dont la France après les années 1870 – demeuraient prémodernes. En 1914, une seconde guerre de Trente Ans mettait fin à l’agonie séculaire de cet Ancien Régime en sursis6. Hobsbawm semble être parvenu à des conclusions similaires. Dans le premier volume de sa tétralogie, il définit la « grande bourgeoisie » de l’industrie et de la finance comme la « classe dominante » de l’Europe du XIXe siècle. Puis, dans le second tome, il nuance son analyse en soulignant que dans la plupart des pays, la bourgeoisie n’exerçait pas le pouvoir politique, mais seulement une « hégémonie » sociale, le capitalisme étant désormais reconnu comme la forme irremplaçable du développement économique. Relevé sans jamais faire l’objet d’une explication approfondie, cet écart entre une domination sociale bourgeoise et un pouvoir politique aristocratique demeure sans doute, comme certains critiques l’ont remarqué, la principale limite des trois premiers volumes de sa tétralogie. Ce hiatus inexploré entre hégémonie sociale bourgeoise et «*persistance* » de l’Ancien Régime remet aussi en cause une conception marxiste traditionnelle des « révolutions bourgeoises », entre 1789 et 1848, dont la critique la plus féconde sera menée par d’autres chercheurs.

Le « long XIXe siècle » peint par Hobsbawm est le théâtre d’une transformation du monde dont l’Europe, grâce à l’essor de l’impérialisme, a été le centre et le moteur à la fois. Tous les courants politiques s’identifient à sa mission civilisatrice, incarnée par une race et une culture « supérieures ». L’idée de progrès – un progrès moral et matériel illustré par les conquêtes de la science, l’augmentation incessante de la production et l’essor des chemins de fer qui relient toutes les grandes métropoles du continent, ainsi que les deux côtes américaines – devient une croyance inébranlable, non plus inscrite dans les potentialités de la raison, mais portée par les forces objectives et irrésistibles de la société. Les pages les plus puissantes de *L’Âge des extrêmes* sont celles du premier chapitre, où Hobsbawm décrit l’ouverture du XXe siècle dans un climat apocalyptique qui renverse littéralement toutes les certitudes d’une ère antérieure de paix et de prospérité. Le nouveau siècle commence comme une « *ère de la catastrophe* » (1914-1945) encadrée par deux guerres totales destructrices et meurtrières : trois décennies pendant lesquelles l’Europe assiste à l’effondrement de son économie et de ses institutions politiques. Défié par la révolution bolchevique, le capitalisme semble avoir fait son temps, tandis que les institutions libérales apparaissent comme les vestiges d’un âge révolu lorsqu’elles se décomposent, parfois sans offrir la moindre résistance, face à l’essor des fascismes et des dictatures militaires en Italie, Allemagne, Autriche, Portugal, Espagne et dans plusieurs pays d’Europe centrale. Le progrès s’est révélé illusoire et l’Europe a cessé d’être le centre du monde. La Société des Nations, son nouveau gérant, est immobile et impuissante. Face à ces trois décennies cataclysmiques, celles d’après-guerre – « *l’âge d’or* » (1945-1973) et «*la débâcle*» (1973-1991) – semblent deux moments distincts d’une seule et même époque qui coïncide avec l’histoire de la guerre froide. L’« *âge d’or* » est celui des Trente Glorieuses, avec la diffusion du fordisme, l’élargissement de la consommation de masse et l’avènement d’une prospérité généralisée apparemment inépuisable. La « *débâcle* » (*landslide*) commence avec la crise du pétrole de 1973 qui met fin au boom économique et se prolonge par une longue onde récessive. À l’Est, elle s’annonce par la guerre d’Afghanistan (1978) qui amorce la crise du système soviétique et l’accompagne jusqu’à sa décomposition. La « *débâcle* » fait suite à la décolonisation – entre l’indépendance de l’Inde (1947) et la guerre du Vietnam (1960-1975) – pendant laquelle l’essor des mouvements de libération nationale et des révolutions anti-impérialistes se mêle au conflit entre les grandes puissances.

**Eurocentrisme**

La périodisation proposée par Hobsbawm fait la force de sa tétralogie et, en même temps, en indique les limites. Le tome consacré aux « révolutions bourgeoises » évoque à peine les guerres de libération dans l’Amérique latine des années 1820, tandis que les suivants décrivent la guerre civile américaine, mais ne s’attardent que superficiellement sur la révolte des Taiping, le plus vaste mouvement social du XIXe siècle, qui a profondément secoué la Chine entre 1851 et 1864. C’est précisément le dernier volume qui, en restituant le profil d’un siècle mondialisé, montre le caractère problématique de l’eurocentrisme, ou tout au moins de l’occidentalo-centrisme, qui inspire l’œuvre dans son ensemble. Les découpages historiques choisis par Hobsbawm ne sont pas généralisables. Est-il légitime de considérer 1789 ou 1914 comme des grands tournants pour l’histoire de l’Afrique ? Le congrès de Berlin (1884) et les années de la décolonisation (1960) seraient à coup sûr des clivages plus pertinents. Vues d’Asie, les grandes ruptures du XXe siècle – l’indépendance de l’Inde (1947), la Révolution chinoise (1949), la guerre de Corée (1950-1953), la guerre du Vietnam (1960-1975) – ne coïncident pas forcément avec celles de l’histoire européenne. La Révolution chinoise de 1949 a transformé en profondeur les structures sociales et les conditions de vie d’une portion d’humanité bien plus vaste que l’Europe, mais les décennies comprises entre 1945 et 1973 – marquées par la guerre civile, le « Grand bond en avant » et la Révolution culturelle – n’ont pas été un « *âge d’or* » pour les habitants de cet immense pays. Pendant cette période, les Vietnamiens et les Cambodgiens ont subi des bombardements plus étendus que ceux qui ont dévasté l’Europe pendant la seconde guerre mondiale, les Coréens ont connu les affres d’une guerre civile et de deux dictatures militaires, tandis que les Indonésiens ont subi un coup d’État anticommuniste aux dimensions littéralement exterminatrices (500 000 victimes). Seul le Japon vécut une époque de liberté et de prospérité comparable à l’«*âge d’or* » du monde occidental. L’Amérique latine, quant à elle, a certes subi l’impact de 1789 – Toussaint Louverture et Simon Bolivar en ont été les fils dans le continent – mais elle est restée en dehors des guerres mondiales du XXe siècle. Elle a connu deux grandes révolutions – la mexicaine (1910-1917) et la cubaine (1959) – et son ère de la catastrophe se situe plutôt entre le début des années 1970 et la fin des années 1980, lorsque le continent est dominé par des dictatures militaires sanglantes, non plus populistes et *desarrollistas* (développementistes), mais néolibérales et terriblement répressives.

Bien qu’il récuse toute attitude condescendante et ethnocentrique à l’égard des pays «*retardataires et pauvres* », Hobsbawm postule leur subalternité comme un truisme qui évoque par moments la thèse classique d’Engels (d’origine hégélienne) sur les « *peuples sans histoire*11 ». À ses yeux, ces pays ont connu une dynamique «*dérivée, non originale* ». Leur histoire se réduirait essentiellement aux tentatives de leurs élites « *pour imiter le modèle dont l’Occident fut le pionnier* », c’est-à-dire le développement industriel et technico-scientifique, « *dans une variante capitaliste ou socialiste* » (p. 266). Avec un argument similaire, Hobsbawm semble justifier le culte de la personnalité instauré par Staline en URSS, en le considérant bien adapté à une population paysanne dont la mentalité correspondait à celle des plèbes occidentales du XIe siècle (p. 504). Ces passages relativisent considérablement la portée des révolutions coloniales qu’il décrit comme des ruptures éphémères et limitées. Au fond, *L’Âge des extrêmes* ne perçoit pas dans la révolte des peuples colonisés et leur transformation en sujet politique sur la scène mondiale un aspect central de l’histoire du XXe siècle.

Ce constat renvoie à l’écart souligné plus haut entre deux Hobsbawm : d’une part l’historien social qui s’intéresse à ceux « d’en bas » en restituant leur voix et, de l’autre, l’auteur des grandes synthèses historiques où les classes subalternes redeviennent une masse anonyme. L’auteur de *L’Âge des extrêmes* est pourtant le même qui a écrit *Les Primitifs de la révolte*(1959) et *Bandits* (1969), pour lequel l’acquisition d’une conscience politique chez les paysans du monde colonial « *a fait de notre siècle le plus révolutionnaire de l’histoire* ». Les représentants des *subaltern studies*, notamment Ranajit Guha, ont reproché à leur collègue britannique de considérer les luttes paysannes comme essentiellement «*prépolitiques*» à cause de leur caractère « *improvisé, archaïque et spontané* », et d’être incapable d’en saisir la dimension profondément politique, quoiqu’irréductible aux codes idéologiques du monde occidental. Cette critique vaut certes davantage pour sa tétralogie que pour ses études d’histoire sociale. Selon Edward Said, cette représentation des sociétés non occidentales comme lieux d’une histoire « *dérivée, non originale* », est un « *point aveugle* » (*blindspot*) tout à fait surprenant chez un chercheur qui s’est distingué pour avoir critiqué l’eurocentrisme de l’historiographie traditionnelle et étudié les «*traditions inventées* ».

Dans une réponse à ses critiques, Hobsbawm a reconnu l’approche eurocentrique de son livre, tout en affirmant que sa tentative de « *représenter un siècle compliqué* » n’est pas incompatible avec d’autres interprétations et d’autres découpages historiques. Les exemples ne manquent pas. En 1994, Giovanni Arrighi publiait *The Long Twentieth Century*, un ouvrage qui, s’inspirant à la fois de Marx et Braudel, propose une nouvelle périodisation de l’histoire du capitalisme. Il repère quatre siècles «longs» s’étalant sur six cents ans et correspondant à différents « *cycles systémiques d’accumulation* », bien que susceptibles de se superposer les uns aux autres : un siècle génois (1340-1630), un siècle hollandais (1560-1780), un siècle britannique (1740-1930) et, enfin, un siècle américain (1870-1990). Amorcé au lendemain de la guerre civile, ce dernier connaît son essor avec l’industrialisation du Nouveau Monde et s’essouffle autour des années 1980, lorsque le fordisme est remplacé par une économie globalisée et financiarisée. Selon Arrighi, nous sommes entrés aujourd’hui dans un XXIe siècle « chinois », c’est-à-dire dans un nouveau cycle systémique d’accumulation dont le centre de gravité se situe tendanciellement en Extrême-Orient.

Michael Hardt et Toni Negri, quant à eux, théorisent l’avènement de l’« Empire » : un nouveau système de pouvoir sans centre territorial, qualitativement différent des anciens impérialismes fondés sur l’expansionnisme des États au-delà de leurs frontières. Alors que l’impérialisme classique s’enracinait dans un capitalisme fordiste (la production industrielle) et prônait des formes de domination de type disciplinaire (la prison, le camp, l’usine), l’Empire développe des réseaux de communication auxquels correspond une « société de contrôle », c’est-à-dire une forme de « biopouvoir », au sens foucaldien, parfaitement compatible avec l’idéologie des droits de l’Homme et les formes extérieures de la démocratie représentative. Reste à savoir si cet « Empire » est une tendance ou un système déjà consolidé qui aurait fait des États nationaux des pièces de musée. Plusieurs auteurs semblent en douter et le débat est loin d’être tranché. Dans son dernier ouvrage, *L’Empire, la démocratie, le terrorisme*, Hobsbawm revient sur l’histoire des empires pour conclure que leur âge est définitivement révolu. Les États-Unis disposent d’une force militaire écrasante, mais ne sont pas en mesure d’imposer leur domination sur le reste de la planète. Ils ne représentent pas le noyau d’un nouvel ordre mondial comparable à la *Pax Britannica* du XIXe siècle, et nous sommes entrés dans « *une forme profondément instable de désordre global aussi bien à l’échelle international qu’à l’intérieur des États* ».

Adoptant une perspective contemporaine, le XXe siècle pourrait aussi apparaître comme un « siècle-monde ». L’historien italien Marcello Flores en date le début en 1900, année qui marque symboliquement une triple mutation. À Vienne, Freud publie *L’Interprétation des rêves*, ouvrage inaugural de la psychanalyse : à l’aube du capitalisme fordiste, le monde bourgeois opère un repli vers son intériorité analogue à l’«*ascèse intramondaine*» que, selon Weber, la Réforme protestante avait mise au service du capitalisme naissant. En Afrique du Sud, la guerre des Boers engendre les premières formes de camps de concentration, avec barbelés et baraques pour l’internement des civils. Ce dispositif d’organisation et de gestion de la violence va projeter son ombre sur tout le XXe siècle. En Chine, finalement, la révolte des Boxers est matée par la première intervention internationale des grandes puissances coalisées (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Autriche-Hongrie, Russie, États-Unis et Japon). Bien d’autres expéditions (punitives, « humanitaires », « pacificatrices », etc.) suivront. Selon Flores, le XXe siècle est l’âge de l’*occidentalisme*, qui voit l’extension à l’échelle planétaire du système de valeurs, des codes culturels et des modèles de vie occidentaux. De ce point de vue, le XXe siècle n’est pas mort, même s’il est confronté aujourd’hui à de nouveaux défis.

Dans un passage saisissant de *L’Âge des extrêmes*, Hobsbawm écrit que, pour 80 % de l’humanité, le Moyen Âge s’arrêta subitement dans les années 1950 (p. 380). Depuis ce tournant, nous vivons dans un monde où le développement des moyens de communication a éliminé les distances, l’agriculture n’est plus la source principale des richesses et la majorité de la population est désormais urbanisée. Cela constitue une véritable révolution, écrit-il, qui a soudainement clôturé dix mille ans d’histoire : le cycle ouvert avec l’avènement de l’agriculture sédentaire. Si l’on traduit cette remarque en termes historiographiques, cela signifie que, en choisissant l’histoire de la consommation au lieu de l’histoire politique comme ligne de partage fondamentale, le XXe siècle pourrait prendre une coloration bien différente. Entre 1910 et 1950, les conditions de vie des Européens demeurèrent substantiellement inchangées. La grande majorité d’entre eux vivait dans des habitations qui ne disposaient pas de salle de bain et dépensait la plupart de ses revenus pour se nourrir. En 1970, en revanche, il était devenu normal de vivre dans un appartement doté de chauffage central, du téléphone, d’un frigo, d’une machine à laver et d’une télévision, sans oublier une voiture dans le garage (ce qui constituait le lot commun des ouvriers des usines Ford de Detroit dès les années 193019). Bref, d’autres découpages historiques sont possibles. Cela ne remet pas en cause la perspective choisie par Hobsbawm, mais indique que sa périodisation n’a rien de normatif.

**Communisme**

Le fil rouge qui traverse *L’Âge des extrêmes* étant la trajectoire du communisme, sa comparaison avec *Le Passé d’une illusion* (1995) est pratiquement inévitable. Hobsbawm n’a jamais vu en François Furet un grand historien, qu’il tenait au fond pour un épigone du conservateur Alfred Cobban. En réalité, la véritable cible de l’interprétation libérale de 1789 a toujours été 1917. Furet l’avait montré dans un pamphlet d’une rare violence polémique, *Penser la Révolution française* (1978), et son dernier bilan de l’histoire du communisme n’était pour Hobsbawm qu’un « *produit tardif de l’époque de la guerre froide*20 ». *Le Passé d’une illusion* trahit la morgue du vainqueur ; *L’Âge des extrêmes* est écrit par un vaincu qui ne renie pas son combat. Contrairement à l’avis de plusieurs commentateurs, la mélancolie, legs d’un siècle de batailles perdues, teint les pages de Hobsbawm, pas celles de Furet, de même que, toute proportion gardée, Benjamin l’avait saisie chez le vieux Blanqui, pas chez Tocqueville. Furet a consacré son ouvrage à l’avènement, la montée et la chute du communisme ; Hobsbawm a étudié aussi la crise et la renaissance du capitalisme. Après l’effondrement de l’Europe libérale en 1914, le capitalisme a connu le défi de la révolution d’Octobre et une crise planétaire en 1929. Pendant les années de l’entre-deux-guerres, son avenir semblait bien incertain. Keynes, le plus brillant et original de ses thérapeutes, le considérait historiquement condamné, et pourtant le capitalisme a connu une relance spectaculaire après 1945, jusqu’à sa victoire en 1991.

Comparant les livres de Furet et Hobsbawm, le politologue norvégien Torbjorn L. Knutsen les a reconduits à deux structures narratives classiques : la comédie et la tragédie. Les deux racontent la même histoire, avec les mêmes acteurs, mais la distribution des rôles et la tonalité du récit sont sensiblement différentes. *Le Passé d’une illusion* respecte les règles de la comédie. Il met en scène les mésaventures d’une famille libérale qui vit en parfaite harmonie mais dont l’existence est soudainement perturbée par une série malencontreuse d’imprévus, quiproquos et catastrophes. Pendant un instant, tout semble remis en cause. Des méchants personnages apparaissent, sous les traits du fasciste et du communiste, qui exercent une influence corruptrice sur des jeunes âmes innocentes. Mais les méchants sont finalement démasqués et leur séduction totalitaire mise à mal. Une fois l’équivoque dissipée, tout rentre dans l’ordre et la comédie s’achève par un *happy end* rassurant. Loin d’indiquer une « *destination providentielle de l’humanité* », écrit Furet, le fascisme et le communisme n’ont été que « *des épisodes courts, encadrés par ce qu’ils ont* *voulu détruire* » : la démocratie libérale. À conclusion de son livre, il nous voit « *condamnés à vivre dans le monde où nous vivons* », le monde du capitalisme libéral, dont les frontières sont définies par « *les droits de l’homme et le marché* ». C’est bien cette « condamnation » qui apparaît à ses yeux comme une destinée providentielle et colore son ouvrage d’une tonalité apologétique et téléologique à la fois.

Hobsbawm a écrit une tragédie. L’espérance libératrice portée par le communisme a traversé le siècle comme un météore. Son but n’était pas la destruction de la démocratie, mais l’instauration de l’égalité, le renversement de la pyramide sociale, la prise en main de leur destin par ceux qui ont toujours été soumis et exploités. La révolution d’Octobre – un rêve qui « *vit encore en moi* », affirme-t-il dans son autobiographie – a transformé cette espérance libératrice en « utopie concrète ». Incarnée par l’État soviétique, elle a connu d’abord une ascension spectaculaire puis un long déclin, lorsque sa force propulsive s’est épuisée, jusqu’à sa chute finale. Le socialisme soviétique a été effrayant, Hobsbawm le reconnaît sans hésitations, mais il n’avait pas d’alternative. « *La tragédie de la révolution d’Octobre*, écrit-il, *est précisément de n’avoir pu produire qu’un socialisme autoritaire, implacable et brutal* » (p. 642). Certes, son échec était inscrit dans ses prémisses, mais ce constat ne fait pas pour autant de lui une aberration de l’histoire. Hobsbawm ne partage pas l’avis de Furet pour qui la révolution d’Octobre, à l’instar de la Révolution française, ne fut qu’un déraillement dont on aurait bien pu se passer. Le communisme ne pouvait qu’échouer, mais il a rempli une fonction nécessaire. Sa vocation était sacrificielle. « *Le résultat le plus durable de la révolution d’Octobre, dont l’objectif était le renversement mondial du capitalisme*, écrit-il dans *L’Âge des extrêmes*, *fut de sauver son adversaire, dans la guerre comme dans la paix, en l’incitant, par peur, après la seconde guerre mondiale, à se réformer* » (p. 27). Il l’a sauvé à Stalingrad, en payant le prix le plus élevé dans la résistance contre le nazisme. Puis l’a forcé à se transformer, car il n’est pas sûr que, sans le défi représenté par l’URSS, le capitalisme aurait connu le New Deal et l’État-providence, ni que le libéralisme aurait enfin accepté le suffrage universel et la démocratie (cette dernière n’étant nullement « identique » au libéralisme, sur le plan philosophique comme sur le plan historique, contrairement à ce que pose l’axiome de Furet). Mais la victoire du capital n’incite certes pas à l’optimisme ; elle semble plutôt évoquer l’Ange de l’histoire de Benjamin, cité au passage par Hobsbawm, qui voit le passé comme une montagne de décombres.

Furet a écrit une apologie satisfaite du capitalisme libéral ; Hobsbawm une apologie mélancolique du communisme. De ce point de vue, les deux sont discutables. Le bilan du socialisme réel tiré par Hobsbawm est, à plusieurs égards, impitoyable. Il considère comme une grave erreur la fondation du Komintern, en 1919, qui a durablement divisé le mouvement ouvrier international (p. 103). Il reconnaît aussi, *a posteriori*, la clairvoyance du philosophe menchevik Plekhanov pour lequel, dans la Russie des Tsars, une révolution communiste n’aurait pu qu’engendrer un « *empire chinois badigeonné de rouge* » (p. 641). Il esquisse un portrait de Staline plutôt sévère : « *un autocrate d’une férocité, d’une cruauté et d’une absence de scrupule exceptionnelles, pour ne pas dire uniques* » (p. 493). Mais il s’empresse d’ajouter que, dans les conditions de l’URSS des années 1920 et 1930, aucune politique d’industrialisation et de modernisation n’aurait pu être menée sans violence ni coercition. Le stalinisme était donc inévitable. Le peuple soviétique en paya les frais, mais accepta Staline comme un guide légitime, à l’instar de Churchill qui, en 1940, avait le soutien des Britanniques lorsqu’il leur promettait « *du sang et des larmes* » (p. 494).

Le stalinisme fut le produit d’un repli de la Révolution russe sur elle-même, isolée après la défaite des tentatives révolutionnaires en Europe centrale, encerclée par un monde capitaliste hostile et surtout confrontée, à partir de 1933, à la menace nazie. Hobsbawm compare l’universalisme de la révolution d’Octobre à celui de la Révolution française. Il décrit son influence et sa diffusion comme la force magnétique d’une « *religion séculière* » qui lui rappelle l’islam des origines, des VIIe et VIIIe siècles. De cette « *religion séculière* » Hobsbawm n’a jamais été un croyant naïf ni aveugle, mais certes un disciple fidèle, y compris lorsque ses dogmes se sont révélés mensongers. Il fut un des rares représentants de l’historiographie marxiste britannique à ne pas quitter le Parti communiste en 1956. Son regard complaisant vis-à-vis du stalinisme évoque le souvenir d’un autre grand historien, Isaac Deutscher, qui avait vu en Staline un mélange de Lénine et d’Ivan le Terrible, à l’instar de Napoléon qui résumait en lui la Révolution française et l’absolutisme du Roi Soleil. Deutscher nourrissait l’illusion d’une possible auto-réforme du système soviétique, tandis que Hobsbawm le justifie après sa chute. Il ne pouvait qu’échouer, mais il fallait y croire. En novembre 2006, Hobsbawm se livrait encore à une justification de la répression soviétique de 1956 en Hongrie, et même à une apologie de János Kádár. Beaucoup plus que l’avantage épistémologique inhérent au regard du vaincu, selon la formule de Reinhart Koselleck, ce bilan en révèle, comme l’indique Perry Anderson, la dimension consolatoire.

**Barbarie**

Le XXe siècle peint par Hobsbawm est en réalité un diptyque dont la seconde guerre mondiale marque la ligne de partage. Il la présente comme une « *guerre civile idéologique internationale* » dans laquelle, au-delà des États et des armées, s’affrontaient des idéologies, des visions du monde, des modèles de civilisation. (p. 197). Dans une étude parallèle à *L’Âge des extrêmes*, il saisit le noyau profond de cette guerre dans l’opposition entre Lumières et anti-Lumières, les unes incarnées par la coalition des démocraties occidentales et du communisme soviétique, les autres par le nazisme et ses alliés. Ce fut l’ensemble des « *valeurs héritées du XVIII e siècle* » qui empêcha le monde de « *sombrer dans les ténèbres* ». Contrairement aux philosophes de l’école de Francfort, Hobsbawm ne va pas jusqu’à saisir les racines de la barbarie dans la civilisation elle-même, une civilisation qui aurait métamorphosé le rationalisme émancipateur des Lumières en rationalité instrumentale aveugle et dominatrice du totalitarisme. Cette antinomie absolue entre civilisation et barbarie – qui n’est pas sans rappeler *La Destruction de la raison* de Georg Lukács (1953) – le conduit plutôt à rejeter le concept de totalitarisme. Loin de dévoiler l’identité du nazisme et du communisme, le pacte de non-agression germano-soviétique de l’été 1939 ne fut qu’une parenthèse éphémère, opportuniste et contre-nature. « *Si les similitudes entre les systèmes de Hitler et Staline sont indéniables* », écrit Hobsbawm en critiquant Furet, leur rapprochement « *s’était fait à partir de racines idéologiques foncièrement différentes et largement séparées* ». Leur convergence était superficielle, suffisante à fixer des analogies formelles, pas à définir une nature commune. Le XXe siècle a opposé la liberté et l’égalité, deux idéologies issues de la tradition des Lumières, alors que le nazisme était une variante moderne des anti-Lumières, fondée sur le racisme biologique.

Le recours au concept de « guerre civile » suscite inévitablement une autre comparaison, cette fois-ci avec l’historien conservateur Ernst Nolte. Un parfum de noltisme imprègne en effet *L’Âge des extrêmes*, même si, bien entendu, il s’agit d’un noltisme renversé. Aucune convergence idéologique, aucune complicité ne réunit Nolte et Hobsbawm, mais les deux partent du même constat – l’affrontement titanesque entre nazisme et communisme comme *momentum* du XXe siècle – pour en déduire des lectures symétriques et substantiellement apologétiques de l’un ou de l’autre. Nolte reconnaît les crimes nazis, mais les interprète comme un excès regrettable lors d’une réaction légitime d’autodéfense de l’Allemagne menacée par le communisme. Les chambres à gaz, ainsi sonne sa thèse bien connue, ne furent qu’une imitation de la violence bolchevique, le véritable « prius *logique et factuel* » des horreurs totalitaires du XXe siècle. Hobsbawm ne nie pas les crimes du stalinisme, mais les tient pour inévitables, quoique regrettables, en les inscrivant dans un contexte objectif qui ne laissait pas d’alternatives. Deux ombres massives se profilent derrière ces interprétations : derrière Nolte, l’ombre de Heidegger, dont il fut le disciple, qui avait accueilli Hitler comme une expression « authentique » du *Dasein* allemand ; derrière Hobsbawm, l’ombre de Hegel qui avait justifié la Terreur jacobine dans sa *Phénoménologie de l’Esprit*. Ou plutôt, pour être plus précis, l’ombre d’Alexandre Kojève qui, comme Hegel voyant Napoléon à Jena, avait cru percevoir en Staline l’« Esprit du monde ».

Certes, Hobsbawm reconnaît l’importance de l’antifascisme pour une génération – la sienne – qui a traversé la guerre civile espagnole et la Résistance. De façon assez étrange, cependant, il ne met pas en valeur l’impulsion extraordinaire que donna l’URSS, par sa seule existence, au soulèvement des peuples colonisés contre l’impérialisme. Il reste discret aussi sur le rôle que jouèrent certains partis communistes dans le monde occidental où, en dépit de leur caractère de « contre-société », église et caserne à la fois, ils surent donner une représentation politique et un sentiment de dignité sociale aux classes laborieuses. Parmi les nombreux visages du communisme au cours du XXe siècle, Hobsbawm choisit de légitimer le pire, le plus oppresseur et coercitif, celui du stalinisme. Né au cœur de la guerre civile européenne, son communisme n’a jamais été libertaire. Au fond, il a toujours été un homme d’ordre, une sorte de « communiste tory ».

**Approche braudelienne**

Dans son autobiographie, Hobsbawm reconnaît l’influence exercée sur lui par l’école des *Annales*. Il rappelle l’impact de *La Méditerranée* de Braudel sur les jeunes historiens des années 1950, puis, en empruntant la formule à Carlo Ginzburg, il constate le passage de l’historiographie, après 1968, du télescope au microscope : un déplacement de l’analyse des structures socio-économiques à l’étude des mentalités et des cultures36. Dans *L’Âge des extrêmes*, le XXe siècle est observé au télescope. Hobsbawm y adopte une approche braudelienne dans laquelle la « longue durée » engloutit l’événement. Les moments majeurs d’un siècle cataclysmique sont passés en revue comme les pièces d’un ensemble, rarement appréhendés dans leur singularité. Il s’agit cependant d’une époque marquée par des ruptures soudaines et imprévues, par des tournants majeurs irréductibles à leurs « causes », par des bifurcations qui ne s’inscrivent pas logiquement dans des tendances de longue durée. Nous pouvons leur assigner une place dans une séquence reconstituée *a posteriori*, pas les présenter comme les étapes nécessaires d’un processus. Plusieurs critiques ont souligné le silence d’Hobsbawm sur Auschwitz et la Kolyma, deux noms qui ne figurent pas dans l’index de son livre. Les camps de concentration et d’extermination disparaissent dans son récit. Dans le siècle de la violence, les victimes sont réduites à des quantités abstraites. La remarque d’Hobsbawm au sujet de la Shoah – « *Je ne pense pas que ces horreurs puissent trouver une expression verbale à la hauteur* » – est sans doute vraie, en dépit de Paul Celan et Primo Levi, et certes psychologiquement compréhensible, mais ne saurait tenir lieu d’explication. De plus, elle est sans doute partagée par des historiens qui, comme Saul Friedländer, ont consacré leur vie à l’étude de l’extermination des Juifs d’Europe en essayant de mettre des mots sur un « événement » qui a brisé le siècle, introduit le concept de génocide dans notre lexique et modifié notre regard sur la violence. Si, en revanche, cette remarque était érigée en parti pris méthodologique, elle reviendrait à cautionner une forme de mysticisme obscurantiste – l’Holocauste comme entité métaphysique par définition indicible et inexplicable – qui serait bien étonnante sous la plume d’un grand historien.

Cette indifférence pour l’*événement* ne concerne pas que les camps nazis et le Goulag, mais aussi d’autres moments clés du XXe siècle. Par exemple, la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, en janvier 1933, est simplement inscrite par Hobsbawm dans une tendance générale à l’essor du fascisme en Europe, pas analysée en tant que crise spécifique dont l’issue n’était pas inéluctable. (Ian Kershaw, un des meilleurs spécialistes de l’histoire du nazisme, y a vu quant à lui le résultat d’une « *erreur de calcul* » des élites allemandes.) On pourrait dire de même pour Mai 68, dont l’appréciation par Hobsbawm semble fortement conditionnée par des éléments d’ordre autobiographique (il écrit dans ses mémoires préférer le jazz à la musique rock et ne jamais avoir porté de jeans). Il cautionne ainsi, de façon assez expéditive, l’avis du « *conservateur éclairé* » Raymond Aron selon lequel Mai 68 ne fut, après tout, qu’un «*psychodrame*». Les barricades du Quartier latin, la grève générale la plus étendue depuis 1936 et la fuite à Baden-Baden du général de Gaulle deviennent la pièce d’un « *théâtre de rue* ».

L’adoption de cette approche de « longue durée » effaçant la singularité des événements n’est pas une innovation du dernier Hobsbawm, car elle était déjà présente dans les volumes antérieurs de sa tétralogie. Dans *L’Âge des extrêmes*, toutefois, la longue durée ne s’inscrit plus dans une vision téléologique de l’histoire. Hobsbawm a instauré avec Marx un rapport critique et ouvert, pas dogmatique. Il a toujours rejeté la vision d’une succession hiérarchique et inéluctable de stades historiques de la civilisation, typique d’un marxisme qu’il qualifie de «*vulgaire*». Il y a quelques décennies, cependant, il pensait que l’histoire avait une direction et qu’elle allait vers le socialisme. Dans *L’Âge des extrêmes*, cette certitude a disparu : l’avenir nous est inconnu. Les derniers mots du livre – un avenir de «*ténèbres*» – semblent faire écho au diagnostic de Max Weber qui, en 1919, annonçait « *une nuit polaire, d’une obscurité et d’une dureté glaciales* ». Hobsbawm a pris acte de l’échec du socialisme réel : « *Si l’humanité doit avoir un semblant d’avenir, ce ne saurait être en prolongeant le passé ou le présent* » (p. 749). Une nouvelle catastrophe se dessine à l’horizon, mais les tentatives de changer le monde faites dans le passé ont échoué. Il faut changer de route et nous n’avons pas de boussole. L’inquiétude d’Hobsbawm est celle de notre temps.

<http://www.aline-louangvannasy.org/article-dossier-eric-hobsbawm-historien-de-notre-siecle-112589746.html>